

IMPÔTS APPLICABLES AU SALARIÉ MOYEN

Cette série, qui traite de l'imposition d'un salarié moyen célibataire, mesure la différence entre le coût salarial d'un salarié moyen célibataire pour son employeur et le montant du revenu disponible (salaire net) perçu par le salarié. Ce « coin fiscal » permet de mesurer l'effet dissuasif du système fiscal sur l'emploi.

Définition

Les impôts pris en compte dans l'indicateur sont les impôts sur le revenu des personnes physiques, les cotisations salariales et patronales de sécurité sociale. Les taxes sur les salaires sont également prises en compte pour les rares pays où elles s'appliquent. Le montant de ces impôts payés pour l'emploi d'un salarié moyen est exprimé en pourcentage des coûts de main-d'œuvre (salaire brut plus cotisations patronales de sécurité sociale et taxes sur les salaires).

Un salarié moyen est défini comme une personne dont la rémunération est égale au revenu moyen du salarié qui travaille à temps complet du pays concerné dans les secteurs C-K de la Classification internationale type, par industrie (CITI). Le salarié moyen est réputé vivre seul, ce qui signifie qu'il ou elle ne bénéficie d'aucun allègement fiscal au titre d'un conjoint, d'un concubin ou d'un enfant.

Comparabilité

Les catégories d'impôts prises en compte dans l'indicateur sont totalement comparables d'un pays à l'autre, dans la mesure où elles correspondent à des définitions communes acceptées par tous les pays de l'OCDE et publiées dans les *Statistiques des recettes publiques*.

Tendances à long terme

En moyenne, les impôts applicables à un ouvrier moyen ont augmenté jusqu'en 1997 et ont diminué depuis lors, aussi bien dans le cadre de l'Union européenne que dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Toutefois, il existe d'importantes différences entre les pays : il y a ceux pour lesquels on a observé une augmentation générale des impôts applicables à un salarié moyen, c'est le cas, depuis 2000, du Japon, du Mexique et des Pays-Bas, et ceux pour lesquels au contraire on a observé une baisse dans l'ensemble, c'est le cas de l'Australie, du Danemark, de la Finlande, de l'Irlande, du Luxembourg et de la République slovaque.

Les niveaux de revenu des salariés diffèrent d'un pays à l'autre, mais ils sont tous égaux au revenu moyen du salarié qui travaille à temps complet dans les secteurs C-K de la CITI. Par conséquent, ils peuvent être considérés comme des niveaux de revenus qui correspondent à des types d'activités comparables dans les différents pays. Avant 2000, le salaire mesure uniquement l'ouvrier manuel à temps plein dans le secteur manufacturier.

Les informations sur le niveau de revenu du salarié moyen sont fournies par les ministères des Finances de tous les pays de l'OCDE et sont fondées sur des enquêtes statistiques nationales. Le montant des impôts versés par le salarié célibataire est calculé en appliquant la législation fiscale du pays concerné. Par conséquent, les taux d'imposition résultent d'un exercice de modélisation plutôt que de l'observation directe des impôts réellement payés.

Les données pour l'Australie, depuis 1996, incluent les taxes sur les salaires et la main-d'œuvre. Les données pour les années antérieures ne sont pas disponibles sur la même base.

Source

- OCDE (2007), *Les impôts sur les salaires : 2005-2006*, Édition 2006, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Immervoll, H. (2004), *Average and Marginal Effective Tax Rates Facing Workers in the EU: A Micro-Level Analysis of Levels, Distributions and Driving Factors*, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 19, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Études de politique fiscale de l'OCDE – n° 15 Tax-Preferred Saving Accounts: (version française)*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Études de politique fiscale de l'OCDE – n° 11 : La taxation des options de souscription ou d'achat d'actions destinées aux salariés*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Prestations et salaires : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Statistiques des recettes publiques 1965-2006 – Édition 2007*, OCDE, Paris.


Sites Internet

- OCDE, Prestations et salaires, www.oecd.org/els/social/workingincentives.
- Centre de politique et d'administration de l'OCDE, www.oecd.org/ctp.
- Analyse des politiques fiscales de l'OCDE, www.oecd.org/ctp/tpa.

Impôts applicables au salarié moyen

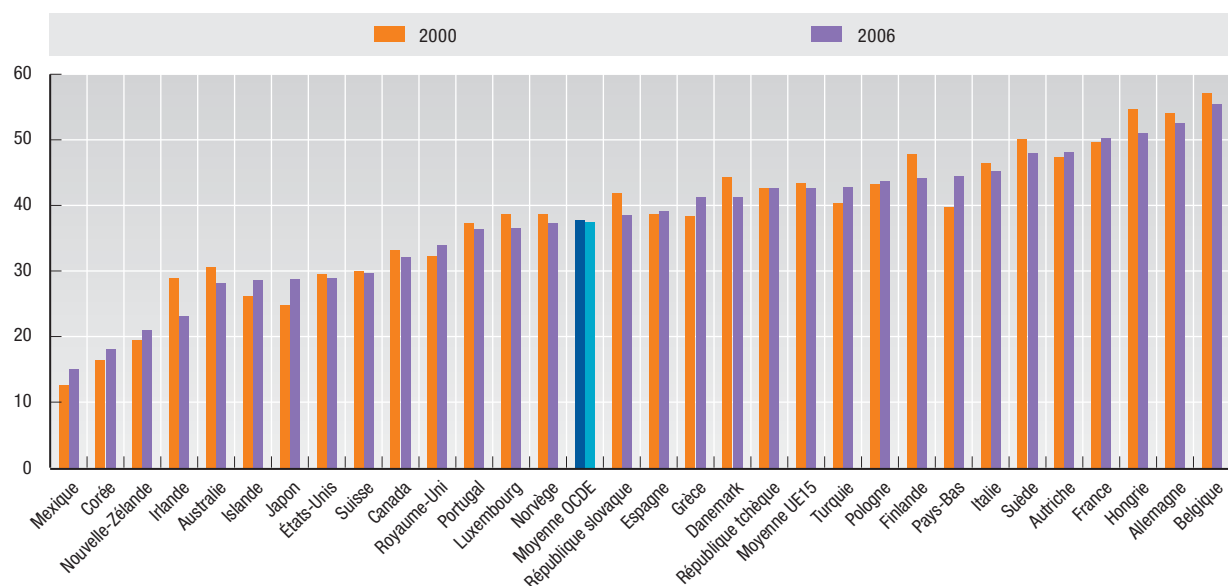
En pourcentage des coûts de main-d'œuvre

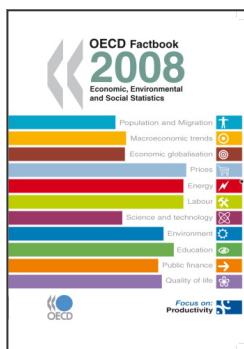
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	46.4	48.3	50.2	51.2	52.3	52.2	51.9 |	54.0	53.0	53.5	54.2	53.2	52.4	52.5
Australie	..	..	..	29.3	29.6	30.2	30.4 |	30.6	27.3	27.7	28.0	28.0	28.3	28.1
Autriche	40.0	39.7	41.2	41.5	45.6	45.8	45.9 |	47.3	46.9	47.1	47.4	48.1	47.9	48.1
Belgique	54.6	54.6	56.3	56.4	56.6	56.8	56.9 |	57.1	56.7	56.3	55.7	55.4	55.4	55.4
Canada	30.8	31.4	31.5	32.1	32.3	31.7	31.1 |	33.2	32.0	32.1	32.0	32.0	31.9	32.1
Corée	..	..	6.9	6.3	12.4	14.7	16.1 |	16.4	16.4	16.1	16.3	17.2	17.3	18.1
Danemark	47.0	45.2	45.2	44.8	45.2	43.7	44.5 |	44.3	43.6	42.6	42.6	41.3	41.1	41.3
Espagne	38.0	38.8	38.5	38.8	39.0	39.0	37.5 |	38.6	38.8	39.1	38.5	38.7	38.9	39.1
États-Unis	31.2	31.2	31.0	31.1	31.1	31.0	31.1 |	29.5	29.4	29.2	29.0	29.0	28.9	28.9
Finlande	49.3	50.5	51.2	50.3	48.9	48.8	47.4 |	47.8	46.4	45.9	45.0	44.5	44.6	44.1
France	..	51.6	49.1	49.7	48.7	47.6	48.1 |	49.6	49.8	49.8	49.8	49.9	50.1	50.2
Grèce	35.3	35.1	35.6	35.8	35.8	36.1	35.7 |	38.4	38.1	37.7	37.7	39.5	40.4	41.2
Hongrie	..	..	51.4	52.0	52.0	51.6	50.7 |	54.6	55.8	53.7	50.8	51.8	51.1	51.0
Irlande	40.0	38.4	36.9	36.1	33.9	33.0	32.4 |	28.9	25.8	24.5	24.2	25.0	23.5	23.1
Islande	22.0	22.9	23.1	24.5	24.4	25.9	26.0 |	26.1	26.9	28.4	29.2	29.4	29.0	28.6
Italie	49.2	49.9	50.3	50.8	51.5	47.5	47.2 |	46.4	46.0	46.0	45.0	45.4	45.4	45.2
Japon	21.2	21.6	19.5	19.4	20.7	19.6	24.0 |	24.8	24.9	30.5	27.4	27.3	27.7	28.8
Luxembourg	34.9	35.1	34.3	34.5	35.2	33.8	34.6 |	38.6	37.0	34.2	34.7	35.1	35.9	36.5
Mexique	26.6	26.5	27.2	25.4	20.8	21.9	14.1 |	12.6	13.2	15.8	16.8	15.3	14.7	15.0
Norvège	36.8	36.9	37.5	37.6	37.4	37.5	37.3 |	38.6	39.2	38.6	38.1	38.1	37.2	37.3
Nouvelle-Zélande	24.0	24.3	24.5	22.3	21.6	20.0	19.4 |	19.4	19.4	19.5	19.7	20.0	20.4	20.9
Pays-Bas	45.7	45.6	44.8	43.8	43.6	43.5	44.3 |	39.7	37.2	37.4	37.1	38.8	38.9	44.4
Pologne	44.1	..	44.7	44.7	43.9	43.2	43.0 |	43.2	42.9	42.9	43.1	43.4	43.5	43.7
Portugal	33.3	34.1	33.7	33.8	33.9	33.8	33.4 |	37.3	36.4	36.6	36.8	36.8	36.3	36.3
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	41.8	42.8	42.5	42.9	42.5	38.3	38.5
République tchèque	42.6	42.8	43.2	42.6	42.9	42.8	42.7 |	42.7	42.6	42.9	43.2	43.5	43.8	42.6
Royaume-Uni	32.6	33.3	33.4	32.6	32.0	32.0	30.8 |	32.2	31.9	32.0	33.5	33.6	33.7	33.9
Suède	45.6	46.8	49.3	50.2	50.7	50.7	50.5 |	50.1	49.1	47.8	48.2	48.4	48.1	47.9
Suisse	28.7	28.7	30.6	30.4	30.0	30.0	29.8 |	30.0	30.1	30.1	29.7	29.4	29.5	29.7
Turquie	40.0	36.1	35.3	38.3	40.7	39.8	30.3 |	40.4	43.6	42.5	42.2	42.8	42.8	42.8
Moyenne UE15	42.3	43.1	43.3	43.4	43.5	43.0	42.7 |	43.4	42.4	42.0	42.0	42.2	42.2	42.6
Moyenne OCDE	37.6	38.0	37.7	37.5	37.7	37.4	36.8 |	37.8	37.4	37.4	37.3	37.4	37.2	37.5

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/275613070451>

Impôts applicables au salarié moyen

En pourcentage des coûts de main-d'œuvre

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/400421841067>



Extrait de :
OECD Factbook 2008
Economic, Environmental and Social Statistics

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/factbook-2008-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2009), « Impôts applicables au salarié moyen », dans *OECD Factbook 2008 : Economic, Environmental and Social Statistics*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/factbook-2008-79-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.